

Fonctionnaires: mobilisation unitaire affichée, des défilés partout en France

Paris, 9 mai 2019 (AFP) -

Des dizaines de milliers de fonctionnaires, appelés à la grève, ont manifesté partout en France jeudi contre le projet de loi censé "moderniser" leur statut, au menu de l'Assemblée nationale à compter du 13 mai, dans une unité syndicale clairement affichée à Paris, chose rare.

Entre 108.900 personnes, selon le ministère de l'Intérieur et 250.000 personnes, selon la CGT, ont manifesté dans toute la France, et à Paris entre 18.000 et 30.000.

Lors de la dernière manifestation unitaire, le 22 mai 2018, le ministère avait compté 139.000 manifestants, la CGT "plusieurs centaines de milliers".

Tous les leaders des grandes centrales ont manifesté côte à côte dans la capitale: Philippe Martinez (CGT), Laurent Berger (CFDT), Yves Veyrier (FO) et Laurent Escure (Unsa). "Un fait rare" qui "devrait alerter le gouvernement", selon M. Martinez.

Ils étaient 3.000 à Marseille (syndicats), de 3.300 (préfecture) à 5.300 (intersyndicale) à Lyon, entre 3 et 4.000 à Nantes (selon les sources), entre un et plusieurs milliers à Rennes, Montpellier, Bordeaux, Angers, Lille, Strasbourg, Perpignan, Albi...Entre 2.800 (préfecture) et 8.000 (CGT) à Toulouse.

Enseignants, employés des finances publiques, personnels de la fonction publique hospitalière soutenus par des "gilets jaunes" ont manifesté, personnel des urgences en tête.

"Macron continue de faire comme si de rien n'était. On ne peut pas dire d'un côté, on ferme des services publics et de l'autre, on rapproche les gens des services publics. Ça n'a ni queue, ni tête", s'est indigné Jacky Wagner (CGT) dans la capitale alsacienne.

À Dunkerque, les douaniers étaient très majoritaires, en conflit depuis début mars avec Bercy pour obtenir des moyens et effectifs supplémentaires. Le trafic des ferries à Calais a été annulé dans la matinée, en raison d'une grève de la capitainerie levée à midi.

Chez les contrôleurs aériens, la grève a occasionné "des retards de 40 à 50 minutes" sur les vols intérieurs au départ des aéroports parisiens. L'aéroport de Toulouse était le plus affecté par le mouvement, selon la Direction générale de l'aviation civile, qui avait demandé aux compagnies de réduire de 30% le nombre de leurs vols court-courrier au départ de Paris-Charles de Gaulle, Orly, Lyon, Marseille et Toulouse.

Partout les slogans interpellaient sur la santé: "Plus de moyens humains Buzyn pour la santé publique", "aide-soignante, métier formidable, salaire fort minable"; l'école "Pour un service public égalitaire, non à Blanquer", ou les retraités "contre l'austérité".

A Valence, les manifestants ont déposé symboliquement 30 tentes et cartons devant l'hôpital pour dénoncer la fermeture de lits. A Grenoble (entre 1.000 et 2.000 personnes), comme à Clermont-Ferrand (1.600, selon la préfecture), des pancartes invitaient à "chasser Macron" ou à le "licencier" et "sans indemnités".

- "Passage en force" -

Les neuf syndicats de la fonction publique (CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, Unsa, FA-FP, CFE-CGC, CFTC) représentant les 5,5 millions d'agents dénoncent une réforme à "la portée très grave", y compris pour la qualité du service rendu aux citoyens.

Pour le gouvernement, au contraire, elle facilite notamment le recours aux contractuels pour rendre l'administration "plus attractive et plus réactive" face aux "nouvelles attentes" des Français.

Les syndicats ont prévenu que cette journée ne serait "qu'une étape" d'une mobilisation "dans la durée" pour "dire non" au projet de loi présenté en Conseil des ministres le 27 mars et demander au gouvernement qu'il "ouvre enfin des négociations sur de nouvelles bases".

Le secrétaire d'État Olivier Dussopt leur a opposé une fin de non-recevoir, confirmant qu'il n'y aurait ni retrait, ni renégociation de cette réforme "attendue par les agents" selon lui.

Le secrétariat d'Etat a fait état auprès de l'AFP de 3,3% de grévistes dans la fonction publique territoriale (contre

6,5% le 22 mai 2018), 4% dans l'hospitalière (contre 7,5%) et 11,4% dans la fonction publique d'Etat (contre 10,3%) avec une forte participation des enseignants, mobilisés également contre leur propre réforme à l'Education. Leur ministère a recensé de son côté 17,59% de grévistes dans le primaire et 11,68 % dans le secondaire. Au ministère de la Culture, l'intersyndicale a recensé "jusqu'à 90% de grévistes sur certains sites".

Selon Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU (premier syndicat du primaire), les enseignants déplorent l'absence de réponse sur les salaires mais ils s'inquiètent plus particulièrement de la "loi pour une école de la confiance", bientôt en discussion au Sénat, qui "ne répond aucunement aux urgences de l'école".

L'ensemble des syndicats critiquent "un passage en force" du gouvernement, qu'ils accusent de vouloir une fonction publique alignée sur les règles du privé, au détriment du statut de fonctionnaire et de l'indépendance des agents.

Le projet sera au menu de l'Assemblée nationale à compter de lundi en première lecture. Le gouvernement souhaite une adoption avant l'été pour entrer en vigueur au 1er janvier 2020.

Il s'inscrit dans un objectif de suppression de 120.000 postes d'ici à 2022, qualifié d'"atteignable" le 26 avril par le ministre des Comptes publics Gérard Darmanin. Emmanuel Macron s'était dit la veille prêt à "l'abandonner" et demandé au gouvernement "son analyse d'ici l'été".

bur-ls-dec/bow/asm

Afp le 09 mai 19 à 20 14.